



LA FLAMME DU ROUSSILLON

La lettre d'information des nationaux du Roussillon - n° 49 - Juillet à Septembre 2009 - 0,50 €.

La France a-t-elle un avenir français ? de Louis ALIOT

Mondialisation, vieillissement de l'Europe, développement des flux migratoires et perte de repères identitaires remodelent notre vie et influencent notre peuple. Les politiciens ont sabordé l'avenir français à des fins plus matérialistes qu'humaines. Pour eux, les Français de demain devront ressembler, dans leur mode de vie comme dans leur environnement, à un quelconque autre européen avant de devenir rapidement des citoyens du monde.

C'est tellement vrai que tout est fait pour préparer psychologiquement les Français à accepter une population de substitution et à se résigner à subir, alors qu'en moins de vingt ans, une politique familiale hardie redonnerait un avenir à la France. **Cette indispensable politique familiale et nataliste est l'un des piliers du programme du Front National.**

Selon les projections des technocrates de l'ONU, la France devra accueillir, d'ici 2050, 1,7 million d'immigrés supplémentaires par an, soit 34 millions au total. Ce projet loufoque des apprentis sorciers du mondialisme nous montre les graves dangers qui menacent notre existence.

L'Europe et avec elle la France sont engagées dans une course contre la montre, celle de la démographie. Le vieillissement condamne le continent européen à une disparition certaine si rien n'est fait dans les années qui viennent. A l'origine de l'effondrement de la natalité, il y a le modèle économique individualiste et libéral qui condamne le renouvellement des générations sur l'autel de la consommation et de la rentabilité. La famille traditionnelle est neutralisée parce qu'elle s'oppose structurellement à la logique du système en place. Il en découle toutes les mesures anti-familiales que nous connaissons, de l'avortement de convenance au Pacs.

C'est parce que le Front National défend la nation et privilégie la vie qu'il est systématiquement attaqué et persécuté. Les récentes affabulations journalistiques sur de prétendues divergences programmatiques ne s'appuient sur rien de sérieux, si ce n'est sur la volonté de nuire. Il est bien naturel qu'au sein d'un mouvement politique libre qui résiste à la démocratie totalitaire, puissent s'exprimer des sensibilités différentes mais nullement opposées. Chacun, à sa place, avec ses convictions, ses affinités et sa personnalité, joue sa propre partition en ayant toujours à l'esprit l'intérêt supérieur du mouvement qui se confond avec celui de la France. Certains seront fermes sur les principes et inciteront à l'amour et à l'accueil de la vie. D'autres, par souci d'éviter la culpabilisation des femmes, privilégieront la prévention, la dissuasion, l'aide, la solidarité et toutes les mesures d'accompagnement qui permettront d'éviter le pire en préservant la vie. Ces deux visions ne s'opposent pas, elles se complètent et poursuivent le même but, car personne au FN ne remet en cause le caractère sacré de la vie !

Qu'on aime ou qu'on déteste, la démocratie d'opinion règne en maître. L'influence médiatique est bien réelle même si nous considérons qu'elle est néfaste pour la sérénité du débat. C'est parce que Jean-Marie Le Pen est resté ferme sur les principes tout en étant sensible aux évolutions du temps, qu'il a pu rassembler sur son nom des millions d'électeurs et que le Front National a émergé durablement dans la vie politique française. La phase ultime de la viabilisation du projet national passe par l'humanisation du discours et la crédibilisation des mesures gouvernementales. C'est l'objectif qu'a fixé Jean-Marie Le Pen pour que l'accession au pouvoir d'une force authentiquement nationale soit possible à l'avenir.

Les vérités de Jean-Marie LE PEN

L'UMP ? Une auberge espagnole !

Jean-Marie Bockel, calamiteux maire de Mulhouse et ministricule traître à la gauche, se permet d'injurier le Front National. M. Bockel est contraint d'élever un peu la voix à l'annonce de l'arrivée de Philippe de Villiers dans la majorité. Evidemment, le désordre est à son comble, cette « majorité » est une auberge espagnole où chacun peut venir avec son manger. Rassurons-nous toutefois, la soupe sarkozienne est bonne et M. Bockel acceptera tout. Cependant, il ne doit pas insulter le Front National, seul mouvement qui **s'oppose avec détermination et clarté à la politique désastreuse du Président de la République.**

LA FLAMME du Roussillon
La lettre d'information des
nationaux du Roussillon.

.....

Directeur de la Publication :

M.T. FESENBECK

Comité de Rédaction :

Dossiers politiques du mois :
Louis Aliot, Edouard Fesenbeck

Rédaction et Secrétariat :

Irina KORTÁNEK

Diffusion / Distribution :

Jean-Luc DUFOUR

.....

B. P. 90 416 - 66004 PERPIGNAN -

Cedex

04.68.55.20.63.

LA RUBRIQUE DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON :

A PROPOS DES COMMEMORATIONS DE LA RETIRADA par Alain JAMET

On ne peut recommencer 70 ans après la guerre d'Espagne, désigner les coupables, rouvrir les plaies refermées pour, au final, exiger de nous une repentance ce que, pour notre part, nous ne sommes pas prêts à assumer. Au demeurant, s'il s'agit du devoir de mémoire, il appartient à l'Espagne et au gouvernement de votre ami Zapatero de le prendre en charge.

Permettez-moi à ce propos de m'étonner de l'intérêt que vous portez à la péninsule ibérique et à certains de ses ressortissants alors que nous avons chez nous nos propres drames. Nous n'avons pas besoin pour cela de nous reporter à 1939.

Nous pourrions tout simplement :

- Nous remémorer le drame franco-français que connurent en 1962 un million de pieds-noirs et plusieurs dizaines de milliers de harkis, victimes de leur héroïque combat pour l'Algérie française.
- Penser à l'accueil qui leur fut réservé, dans leur propre pays, aux propos du maire de Marseille le socialiste Defferre qui leur promettait de les pendre aux réverbères de la cité Phocéenne.
- Evoquer les camps qui furent ouverts pour les combattants supplétifs de l'armée française (bien heureux quand ils n'étaient pas renvoyés chez leurs bourreaux, ce qui ne fut, grâce à Dieu, pas le cas pour les républicains espagnols).

Pourquoi ne commémorerions-nous pas leurs souffrances et leur sacrifice à l'occasion du quarante-septième anniversaire de leur arrivée en métropole ? Pourquoi le quarante-septième me direz-vous ? Et pourquoi le soixante-dixième ?

STRATEGIE REGIONALE DU TER, DE L'INTERMODALITE VOYAGEURS ET DE LA GRANDE VITESSE FERROVIAIRE par Evelyne RUTY

Suite à la réunion tardive sur les transports avec le Président Gayssot concernant la stratégie régionale du TER, de l'intermodalité et de la grande vitesse, j'ai été sensible aux arguments du rapport sur la nécessité et l'urgence d'une ligne nouvelle, mixte, performante et adaptable.

Cependant, une petite phrase a retenu mon attention concernant le consensus difficilement atteignable sur l'emplacement des gares nouvelles ou des gares à aménager pour les adapter aux nouveaux trafics. Il serait dommage que ce travail de réflexion proposé en débat public à nos concitoyens soit éludé par notre institution.

Cette précision est pourtant primordiale pour un projet qui, s'il est retenu, engage notre Région à long terme.

De notre point de vue, il serait bon dès aujourd'hui d'affirmer clairement que les gares de Béziers et de Narbonne ne seront pas rayées de la carte d'un trait de plume technocratique. Les TGV doivent pouvoir arriver au cœur de ces villes, quitte à alterner leurs arrêts, comme cela se pratique déjà (Paris-Montpellier et ou Béziers sans obligatoirement un arrêt à Nîmes). Un train n'a d'intérêt que s'il dessert au plus près les grandes villes dans le cadre de l'intermodalité puisque c'est le sujet qui nous occupe. C'est pourquoi le Front National soutiendra à la fois la rapidité et l'adaptabilité d'une ligne nouvelle tout en assurant les Languedociens et les Roussillonnais de notre volonté d'aménager le territoire régional dans son ensemble au plus près de la vie de chacune et de chacun. Il s'agira donc de construire ou d'adapter 5 gares. Ce projet de grande envergure est une nécessité pour notre Région, pour la France et pour le transport en Europe. Il ne peut être entrepris à moitié.

**C'est donc cette solution trois bis que le Front National défendra dorénavant :
2 lignes - 5 gares.**

LA RUBRIQUE DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON :

LES « DEBAUCHES » d'Alain JAMET

Du sommet de l'Etat aux plus modestes collectivités, le débauchage est devenu un sport national et local. On ne sait plus désormais à quel élu se fier. Des manoeuvres pré-électorales aux magouilles post-électorales, ce piètre spectacle donne une idée de la décrépitude de nos institutions. Passant indifféremment de la gauche à la droite et vice-versa, seuls comptent pour nos élus l'argent, les investitures et les avantages espérés (un porte-feuille à Paris, une vice-présidence d'assemblée en Languedoc-Roussillon, que sais-je encore ...).

Ainsi sont-ils, *nolens volens*, les vrais responsables de l'abstention qui découle forcément de ces murs délétères et du peu de crédit qu'on accorde aujourd'hui à la classe politique. Tout cela est assez pitoyable et fort peu démocratique.

Ces « débauchés » me font penser au comte de Luxembourg dont Louis XIV disait : « *Mon cousin ne termine jamais une guerre dans le camp où il l'a commencée, à moins qu'il n'ait trahi deux fois.* »

LA SEMEUSE d'Alain JAMET

La plupart de nos concitoyens ignorent que la campagne des régionales est ouverte. Depuis bientôt quatre mois ! Sont désormais incluses dans les comptes de campagne les dépenses des futurs candidats « destinées directement à l'obtention des suffrages ».

C'est une sage mesure qu'a prise le législateur afin que tous les prétendants à l'élection soient sur un pied d'égalité. Il importera donc, le moment venu, de vérifier si tel ou tel candidat détenteur d'un mandat exécutif a pu, pendant cette période, utiliser, de façon anormale, le budget dont il disposait afin d'obtenir la sympathie et la reconnaissance de ses concitoyens. Toute dépense inhabituelle, toute subvention exceptionnelle, tout dépassement budgétaire devra être pris en compte et réintégré dans le sien.

Vous ne voyez pas à qui je pense ? C'est bien dommage.

AUX VOLEURS d'Alain JAMET

C'est dans le cadre de la Politique Agricole Commune (un des fleurons, paraît-il, des institutions européennes) que l'UE a débloqué l'an dernier plusieurs millions d'euros : au profit de LVMH, le célèbre fabricant d'articles de luxe ; au bénéfice de la multinationale Nestlé ; ou encore à l'avantage du Secours populaire, organisation caritative « apolitique » dont chacun connaît les liens serrés qu'elle a pu tisser avec le monde agricole.

Ce véritable détournement de fonds n'a suscité apparemment aucune réaction de la classe politique qui aurait pu au moins s'étonner qu'aucun agriculteur ne figurât parmi les 24 bénéficiaires des plus grosses subventions. Au regard de ces privilégiés, les vrais paysans se serreront, comme à l'accoutumée, la ceinture, n'ayant recueilli de la manne communautaire que la portion congrue.

Il y a décidément des coups de pieds au derrière (des technocrates bruxellois) qui se perdent.

Le mot de la Secrétaire départementale, Marie-Thérèse Fesenbeck

Chères amies, chers amis,

J'espère que vous avez tous passé un très bel été en famille ou avec vos amis, les incitant à adhérer aux idées du Front National. Cela ne s'avère pas trop difficile car les problèmes que notre Président, Jean-Marie Le Pen, avait évoqués se sont réalisés. Ils ne se seraient pas produits si notre programme était pris en considération par la classe politique (voir l'article de Jean-Pierre Auregan « *L'immigration sauvage* » citant Laurent Fabius et Thierry Desjardins).

La rentrée politique dans notre région s'est faite sous la bannière de Robert Morio, SD de l'Aude, tête de liste FN aux élections municipales à Carcassonne et Marine Le Pen venue le soutenir le 31 août au cours d'un grand meeting. Tous les élus de la région Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées et les secrétaires départementaux, solidaires, ont été fidèles au rendez-vous.

En ce qui concerne notre fédération, je remercie l'équipe venue travailler plusieurs jours par semaine, préparer la rentrée politique, sacrifiant leur temps, (mais est-ce un sacrifice lorsqu'ils militent ?) au lieu de profiter du beau temps, de la plage ou de la montagne. Leur foi a primé sur leurs loisirs. Qu'ils en soient chaudement remerciés.

Cette rentrée est donc placée sous le signe de nouvelles élections, les régionales. Des réunions, comme celle du FNJ 66, ont déjà eu lieu et lors de la parution de notre prochain journal, nous vous annoncerons les têtes de listes départementales de notre région.

D'ores et déjà, ceux qui désirent s'investir pour le boîtage, tractage, collage sont, comme vous le savez, les bienvenus. N'oubliez pas que la force politique du FN passe par ses militants de base, rien ne se fait sans vous, tout se gagne grâce à vous. Désormais, nous sommes la seule opposition. Le parti de Philippe de Villiers a rejoint les rangs de l'UMP, il est cette fois-ci revenu officiellement au bercail. Habituellement, cela se passait d'une manière plus discrète ! puisqu'après chaque élection, le sieur de la Vendée soutenait la politique de Chirac puis de Sarkozy au détriment de ses idées souverainistes ! (mais en avait-il réellement ? Je vous laisse trouver la réponse, pas très difficile).

Nous devons retrouver notre place face à nos adversaires qui ne pensent qu'à une chose, détruire le FN alors que nous sommes les seuls à défendre nos compatriotes sous la devise « **Français d'abord !** », comme l'écrit si bien Jacques Vassieux sur le site <http://www.nationspresse.infos> :

L'ensemble des forces patriotes doit faire acte de salut public et de Résistance.

A la veille d'une échéance aussi importante que la campagne des Régionales, chacun de nous, attaché à la liberté de notre pays, doit s'investir et se prononcer, au-delà des clivages artificiels, aussi désordonnés que sporadiques, autour du seul programme, pour la France libre, énoncé lors des élections présidentielles de 2007 et soutenu par les nationaux autour de Jean Marie Le Pen.

C'est bien à la France qu'incombe la défense et le soutien de ses secteurs économiques, sociaux à l'échelon régional ou territorial et c'est à son gouvernement qu'il convient de réaliser les coopérations internationales qui relanceront nos entreprises dans nos régions.

C'est par les provinces et régions historiques de cette France, dédaigneusement appelée « France des clochers » par ceux qui méprisent la réalité d'un peuple, que nous devons, dans les mois à venir, mener un combat de résistance contre le dictat de l'autisme des états-majors politiques parisiens, et contre le clan mondialiste de l'anti-France.

En cela aussi, nous devons nous opposer au redécoupage en « Länder » administratifs imposés par la commission Balladur au détriment de la réalité historique de notre pays.

Je le répète : « Tous les moyens même légaux » ; car le refus d'exprimer ou d'empêcher d'exprimer les voix patriotes, sont en fait les attitudes que nos adversaires provoquent, utilisent afin de réduire au silence l'opposition nationale, notamment dans les assemblées.

Le vote n'est pas une participation au système mais bien un acte de résistance actif, là où l'abstention serait un acte de collaboration passive avec le pouvoir en place.

L'immigration sauvage – un avantage !!! de Jean-Pierre Aurégan

Le problème du patriotisme, de la nation française et celui (qui en découle) de l'immigration sont des problèmes tabous. En France, on peut tout dire, tout faire au nom des libertés – mais on ne peut, sans se faire taxer illico (et au moins) de néo-nazisme, dire que la France est le plus beau pays du monde ou que la promiscuité avec un trop grand nombre d'étrangers de civilisations totalement différentes de la nôtre pourrait présenter certains ... inconvénients. Pourquoi un tel tabou ? A cause d'un nom : Le Pen. « Si Le Pen avait déclaré qu'il aimait Mozart, Mozart serait interdit d'antenne ... Mais alors que tout le monde – à l'instar de Laurent Fabius – reconnaissait que les questions de Le Pen étaient les bonnes, comment expliquer que personne, absolument personne, n'ait jamais tenté d'apporter la moindre des bonnes réponses à ces bonnes questions ? » Ces phrases sont écrites par Thierry Desjardins, ancien adjoint au directeur général du Figaro, journal connu pour son sens de l'opportunisme et disons-le, du politiquement correct ... Etonnant, non ? Il y a donc plus de trente ans que le Front National avait préfiguré ce gravissime problème d'où découlent les principaux ennuis qui affectent notre pays. Il serait trop long d'en faire la liste, je me contenterai de donner quelques exemples d'actualité.

Parlons pour commencer de la Santé, sujet si cher aux Français. Le Collège national des gynécologues et obstétriciens français (CNGOF), qui regroupe la majorité des gynécologues français, a noté, depuis quatre ans, une multiplication d'incidents à caractère communautariste perturbant l'organisation des maternités. Médecins, chirurgiens, infirmiers, sages-femmes doivent notamment faire face, sans soutien politique, à une véritable offensive musulmane. Ces derniers, au nom d'un « droit à la différence » que la classe médiatico-politique leur a inculqué durant vingt ans, entendent imposer leurs moeurs jusque dans les hôpitaux.

L'histoire qui a mis le feu aux poudres se passe la nuit, le 8 septembre 2006, à l'hôpital Robert Debré, dans le XIX^e arrondissement de Paris. Le professeur Jean-François Oury, chef du service gynécologique, est de garde. Au cours de sa tournée, il doit ausculter une femme musulmane ayant subi un accouchement difficile. Alors que le médecin s'apprête à examiner la patiente, le mari s'indigne et gesticule furieusement : pas question de toucher à sa femme, aucun homme, même médecin, ne doit l'approcher ! Le professeur insiste. Aussitôt, le musulman l'accable d'injures, lui saute dessus et le frappe. Il faudra l'intervention de la police pour ramener le calme. Fouad Ben Moussa a comparu en correctionnelle le 24 janvier 2007. En octobre 2006, Stéphane Saint-Léger, chef du pôle femme-enfant d'Aulnay-sous-Bois, a également été agressé.

« L'islamiste accompagnant son épouse couverte d'une burqa m'a dit que je n'étais rien et qu'il ne voulait pas que je touche à sa femme ! La situation a rapidement dégénéré ». En août 2003, alors en poste à l'hôpital de Montreuil, le gynécologue fut agressé une première fois. « Je venais aussi ausculter une femme musulmane enceinte. Son mari m'a dit que je n'avais pas le droit de rentrer dans la pièce, que sa femme n'avait pas le droit de parole et qu'il parlait pour elle. J'ai insisté, en disant que je voulais que sa femme dise elle-même si elle avait besoin d'aide ou non. Le mari, fou furieux, m'a empoigné et jeté dehors en hurlant : « Ici, vous êtes dans la terre de l'Islam. Vous n'êtes pas chez vous ! ». Le médecin poursuit : « Ces cas ne sont pas isolés : 145 agressions ont été déclarées en 2004, 184 en 2006 ». A noter que les violences non signalées sont trois à quatre fois plus nombreuses.

D'autres problèmes ont été signalés à Tours, Nice, Montreuil, Créteil, Bondy, Mulhouse, Versailles. A Strasbourg, le professeur Israël Nisand s'inquiète de l'augmentation de la violence et des cas « de délinquance prenant le prétexte de la religion ». La direction de l'hôpital a fait installer des caméras, depuis que deux maghrébins ont surgi dans le bureau d'une assistante sociale, l'ont giflée, avant de lui frapper la tête contre une table en criant : « Ça vous apprendra à vous occuper de nos femmes ! » La laissant dans le coma, ils ont arraché son tee-shirt et écrit « Mohammed » sur son ventre.

Face au climat de plus en plus malsain et aux agressions successives subies par les médecins et surtout devant l'inertie politique, des membres du personnel médical, qui se sentent « abandonnés par la République », ont soutenu la publication, le 24 octobre 2006, d'un communiqué du professeur Jacques Lansac, président du CNGOF. « Les gynécologues-obstétriciens hommes devront-ils désormais être protégés par la police pour exercer leur métier ? » Le communiqué dénonce les attaques dont sont victimes les praticiens et l'inquiétante montée de l'islamisation en milieu hospitalier. Le CNGOF dénonce également les réfections d'hymens, réclamées par de jeunes musulmanes ou leurs familles, et les certificats de virginité (sujet traité par ailleurs).

Aujourd'hui, les problèmes se multiplient et dépassent le cadre gynécologique. Certains musulmans refusent que leur toilette soit faite par une aide-soignante ou la pose d'une sonde ou d'un pansement par une infirmière. Dans un hôpital du Val-de-Marne, une musulmane dépistée pour une tuberculose a refusé une radio pulmonaire, car ... celle-ci pourrait être regardée par des hommes.

Nous pourrions continuer la liste des avantages apportés à la France par une immigration sauvage, notamment dans l'armée où le pourcentage de musulmans pose de graves problèmes, non seulement de logistique (rations spéciales), mais ce qui est plus grave le refus de participer à des actions de combat, très récemment, au sujet de l'Afghanistan.

La dictature en douceur d'Irina KORTÁNEK

Les processus qui conduisent une nation à la dictature constituent un phénomène passionnant pour un historien, mais celui-ci n'en est pas moins homme. Lorsque l'historien, en tant que citoyen, se trouve plongé au cours de ces processus, beaucoup de ses questions trouvent leur réponse dans une simple observation de l'environnement politique et économique de son pays. Notamment, la déliquescence des libertés individuelles, la perte du droit d'un peuple à décider de son avenir ne représentent plus alors un phénomène passionnant, mais un spectacle d'autant plus affligeant et dramatique qu'il est en quelque sorte consenti et mis en scène par ce même peuple que l'on prive de ses droits fondamentaux.

Le début du quinquennat Sarkozy fournit un exemple malsain de la mise en place « en douceur » d'une dictature qui se refuse d'en porter le nom. L'actuelle forme de gouvernance ressemble à s'y méprendre au système soviétique qui avait au moins la décence de témoigner d'une moindre hypocrisie. Au temps du « paradis rouge », tout citoyen savait ce qui était dissimulé et ce qu'il convenait de taire sous peine de bénéficier de congés prolongés, voire définitifs, dans les « clubs de vacances » nommés goulags. Dans la France actuelle, Sarkozy et ses valets de tous bords font croire aux Français qu'ils sont des femmes et des hommes libres vivant dans le pays béni des Droits de l'homme. « Plus le mensonge est gros, mieux il passe » ...l'auteur de cette citation est tristement célèbre, mais force est de reconnaître que le personnage avait raison sur ce point. Chez Sarkozy, il ne s'agit pas d'un mensonge, mais d'une suite de déclarations mensongères éhontées, de vantardises, de gesticulations à la Don Quichotte (en plus dangereux) et d'une mise sous contrôle générale du gouvernement, des médias, des acteurs économiques et financiers et du peuple.

Ici, pas de forces armées dans les rues, pas de violence directe de l'Etat, mais une prise de pouvoir consentie par le vote populaire et la mise en place d'une véritable dictature par des moyens insidieux et perfides. Le système totalitaire de Sarkozy est déjà en place et il ne reste plus qu'un semblant de liberté aux Français.

Le petit tyran est pourtant un personnage sans grande envergure qui remplit sa mission en tant que pion des Etats-Unis et du grand capital. Mais sa fourberie et son art de la manipulation lui permettent d'asseoir chaque jour un peu plus son pouvoir sans que personne, excepté le Front National, ne se révolte véritablement. Il a tué l'opposition politique en jouant sur les rivalités internes dans les différents partis et lorsque cela ne fonctionne pas, il attire dans ses filets ses rivaux potentiels par un appel à la gamelle ou les étouffe financièrement et le tour est joué. De graves problèmes se dessinent à l'horizon ? Allez, une pincée de « people », un nouveau petit CD de Carla, une montée en mayonnaise de la grippe A et tout le monde détourne son attention. Il applique à la perfection ce que les Romains avaient déjà compris : « Donnez-leur du pain et des jeux ». L'Histoire n'étant qu'un perpétuel recommencement, il n'y a qu'à se servir. Et le Monsieur sait également tirer parti des événements d'actualité : le marasme économique ? Ce n'est pas la faute du petit Nicolas, mais les conséquences de la crise financière. La planète se réchauffe ? On en profite pour sortir de nouvelles taxes que les Français vont payer sans sourciller puisque c'est « pour le bien de la planète ». La violence, la criminalité et le chômage s'amplifient ? La faute en revient aux Français qui ne veulent pas comprendre que l'immigration est une « chance » pour leur pays. Les Français prennent de mauvaises décisions ? Eh bien, on leur retire le référendum. Après tout, c'est au maître d'éduquer ses élèves.

Au final, les Français rouspètent, certes, mais les dernières élections européennes ont montré que les récalcitrants rentraient progressivement dans le rang et que ces fiers Gaulois finissaient par déposer les armes aux pieds de César Nicolus Sarkozus.

Depuis quelques mois, nous préparons les élections régionales ayant ainsi une nouvelle chance d'exprimer notre mécontentement et notre désapprobation face à cette dictature de l'un de nos plus mauvais présidents. Comment les Français acceptent-ils de se voir lésés de ce qu'ils ont acquis au cours des siècles ? Pourquoi toutes ces têtes coupées en 1789 au nom d'une liberté qui s'avère aujourd'hui aussi virtuelle que la démocratie dont on nous rebat les oreilles ?

Français, depuis plus de trente ans, le Front National et son Président lancent des mises en garde face à des dangers qui se concrétisent les uns après les autres. Il est temps de rejoindre nos rangs et de combattre dans l'union la politique désastreuse et dictatoriale que l'on nous impose. Election après election, nos chances de survie en tant que Français s'amenuisent, nos libertés rétrécissent comme une peau de chagrin et nous devenons toujours plus les jouets dérisoires du tyran du Palais.

Réagissez au plus vite et osez le vote Front National qui, n'en déplaise à petit Nicolas, reste le seul parti à ne pas fréquenter son auberge espagnole !

Petit rappel : dans l'isoloir, vous êtes seul / seule maître à bord, alors profitez-en !

L'AVENIR DU PEUPLE FRANÇAIS de PAUL GARD

À l'intérieur du courant national, tout le monde est contre l'avortement, mais les moyens proposés pour combattre ce fléau divergent.

Les uns souhaitent obtenir une modification de la législation. Certains ont même rédigé un projet de texte qu'ils souhaitent voir discuter au Parlement. Leurs intentions me semblent louables, mais à moins d'être un utopiste irresponsable, il apparaît qu'en l'état actuel des forces politiques en présence, les actions en faveur d'une modification législative satisfaisante apparaissent, à vue humaine, comme n'ayant aucune chance d'aboutir.

D'autres pensent qu'il serait plus réaliste d'agir en vue d'obtenir des mesures sociales et fiscales permettant concrètement aux futures mamans de pourvoir plus aisément aux besoins matériels de leurs enfants.

L'exemple de la Croatie semble apporter des arguments à ces derniers. Ce pays, lorsqu'il était sous le joug d'un régime marxiste, s'était vu imposer une législation encourageant les avortements. Depuis que la Croatie a été libérée du communisme, la législation n'a pas changé, mais, par diverses mesures favorables à l'accueil de la vie, et par une action morale intelligente auprès des populations, ce pays a réussi à diminuer le nombre des avortements de plus de 80%.

En France, une enquête de terrain auprès des femmes ayant recours à l'avortement, auprès du personnel soignant qui s'occupe des patientes et des médecins qui pratiquent les avortements, a été effectuée avec tout le sérieux scientifique souhaitable, par une sociologue diplômée, spécialiste d'éthique médicale, Madame Sabine FAIVRE.

Son travail d'enquête sociologique a été publié par les Editions TEQUI (juin 2006) sous le titre « La vérité sur l'avortement aujourd'hui ».

Outre divers aspects de l'ensemble des questions que pose ce grave problème, cette enquête révèle que dans de nombreux cas, de jeunes femmes sont poussées à avorter contre leur volonté, alors même qu'elles souhaitent ardemment poursuivre leur grossesse et élever leur enfant, et cela par la logique interne du système actuellement imposé à notre pays.

Il résulte clairement de cette étude, sans aucune équivoque, que le système en place dans notre pays, n'est pas celui de la liberté de l'avortement, mais celui de l'obligation d'avorter. C'est cet aspect monstrueux du système imposé à la Nation française qui est le plus frappant. Les jeunes femmes poussées à l'avortement ainsi que le personnel soignant et les médecins ont été enfermés dans un système totalitaire par les tenants de la culture de mort, sans aucune échappatoire possible !

Avant de penser à changer la Loi, il apparaît plus à notre portée de lutter pour modifier ces pratiques infâmes et liberticides. Beaucoup d'enfants pourront ainsi être sauvés et la route vers la vie sera ouverte. Pensons à la Croatie ! Et j'ajouterai, à l'intention des matérialistes égoïstes que le massacre des innocents laisserait froids : « Pensez à vos retraites » !

Voilà qu'une fois de plus...*Par Edouard Fesenbeck*

Voilà qu'une fois de plus, les vacances, du moins pour ceux qui en auront eu la possibilité, se terminent. Bientôt, ce sera la reprise du boulot pour ceux qui en ont encore. Car la situation de la France ne s'est pas améliorée, bien au contraire. L'Europe a quasiment provoqué la mort de notre industrie, de notre agriculture, de la pêche, et j'en oublie certainement. Avec près de 3 millions de chômeurs et une dette publique pharaonique, la France n'est pas près de se relever, surtout que de surcroît, nos politiciens préfèrent s'unir pour la chasse au Front National que de défendre les intérêts français.

Les dernières élections municipales et européennes n'ont pas été brillantes pour le département. Ceci pour plusieurs raisons, la première, l'argent, dont disposaient nos adversaires, deuxièmement, la trahison de certains caciques tel Jean-Claude Martinez qui, après avoir profité durant 20 ans d'un mandat de député européen et de conseiller régional, a fini par cracher dans la soupe et se présenter contre le candidat du Front national, accompagné en cela par quelques rares militants qui, par le passé, exerçaient certaines responsabilités politiques. Devant de tels agissements, seul le mépris est de mise, car ce serait navrant de se mettre en colère. Puis la raison essentielle de notre problème est connue de tous, c'est une absence de moyens et d'activités militantes. Je m'explique : si nous avons certes, un grand nombre de militants et de sympathisants, il faut reconnaître qu'ils s'investissent très peu dans des actions actives tels le boîtage et le collage. Nous n'avons, hélas, aucun accès aux médias. Il ne nous reste que notre activité sur le terrain, c'est-à-dire le boîtage

et le collage. J'estime, pour ma part, que pour défendre ses idées, faire cadeau d'une journée ou deux ou d'une après-midi à la France, ne serait pas une exigence insurmontable. Au point où en est la France, il y a urgence d'avoir un grand nombre d'élus. Je ne peux que citer pour exemple ce que j'ai entendu cette semaine à la radio, c'est le maire de Massat dans l'Ariège qui cherche à vendre la chapelle de son village pour récupérer des fonds ! Alors, je vous demande : Et si cela avait été une mosquée, le maire aurait-il eu le courage de le faire devant le tollé que cela aurait sûrement provoqué chez nos traîtres bien-pensants ?

Les élections régionales approchent, nous avons besoin de bras pour remplir l'objectif que nous nous sommes fixé : de bonnes jambes pour boîter et de bons bras pour manier la brosse lors des collages.

Ne pensez pas toujours que les autres pourront le faire à votre place. Agissez tant qu'il est encore temps car si les agissements de nos politiciens continuent, vous ne pourrez plus le faire bien longtemps.

Et, dernière cause, la crédulité d'une petite partie de notre électorat aux mensonges de Sarkozy. Je les plains car ils doivent se sentir bien cocus aujourd'hui. La seule chose concrète qu'il a faite depuis son avènement, c'est de grignoter notre pouvoir d'achat. A part l'institution d'une nouvelle taxe tous les mois, et, à en croire l'actualité, même l'environnement servira à nous en infliger de nouvelles.

Tous ensemble, fournissons l'effort nécessaire pour que notre France continue d'exister telle que nous le souhaitons.

ADHESION & ABONNEMENT

NOM : Prénom : Adresse :

Tél : Date de naissance : Profession :

J'adhère au FRONT NATIONAL par une adhésion :

- Simple : 50 € Jeune - 25 ans ou chômeur : 30 € Couple : 80 €
 De soutien : 90 € Bienfaiteur : 130 € Prestige : 250 € et plus

Je m'abonne à LA FLAMME DU ROUSSILLON :

- Je soutiens votre action et je verse€
 Abonnement : 10 € Abonnement bienfaiteur : 20 € et plus.

FN 66 - BP 90416 - 66004 PERPIGNAN - TEL : 04.68.55.20.63



Fédé - infos 66

LA CIRCULAIRE INTERNE DU FRONT NATIONAL 66 - n° 49 - Juillet à Septembre 2009

Chers amis,

Comme si nos amis correspondants de notre journal « La Flamme du Roussillon » s'étaient concertés, Irina Kortánek en page 6, Roger Alabert et Paul Gard dans les textes ci-après, ont tous les trois consacré leurs écrits sur ce qu'ils pensaient de la dictature actuelle dans notre si beau pays qui a tendance à s'étendre par le fait qu'un seul individu prend des décisions sauns aucun contrôle d'un Parlement ou d'une institution quelconque.

Nous avons donc décidé que, exceptionnellement, le fédé-infos serait consacré à leurs différents points de vue.

Je vous souhaite une bonne lecture et attends avec impatience vos réactions.

Marie-Thérèse Fesenbeck

Où en sommes-nous des réformes ? de Roger ALABERT

Oui, en ces heures loufoques où un préfet « se fait jeter » pour des remarques anodines et se demande s'il faut être sourd et muet pour être tranquille, où en sommes-nous sur la saga mafieuse des réformes que notre vie déforme ?

Quand c'est le « valet de chambre » qui, depuis 2007, donne les ordres et « vite » au travers de ces 316 « décisions » adoptées sans concertation malgré la gravité des risques et des désastres ! Maintenant qu'un éclair foudroyant a traversé tous les domaines du savoir et de l'emploi à la « diversité » en passant par les lits d'hôpitaux, les bancs des tribunaux, les postes de garde des casernes ... et même jusqu'aux neurosciences dès le plus jeune âge de la vie, il serait grand temps d'informer le grand public.

Comme il était prévu dans « l'essai » de Jacques le rapporteur, au lieu de tout cacher ou de mentir à chaque coin de rue de la part de nos gouvernants !

Oui, la lumière sur tous les changements intervenus, avant que la colère patriotique se fasse légitimement entendre et ça fera beaucoup de bruit, bien plus que d'hypocrites « gauchistes », aussi complices de n'avoir rien dénoncé d'où venait le mal.

Face à l'hécatombe économique de notre Pays, Messieurs-Dames les Ministres, Sénateurs, Députés Soyez courageux, posez votre démission sur la table.

Le peuple vous a élus ou fait confiance pour faire vivre la France, pas pour la tuer !

Renseignements : FRONT NATIONAL 66

21, rue Messidor - BP 90416 - 66004 Perpignan Cedex - 04.68.55.20.63 & 06.72.13.67.61

1^{er} site : <http://perpignannvillelibre.over-blog.com> - 2^{ème} site : <http://louisalot.over-blog.fr> -

3^{ème} site : <http://fnj66.hautetfort.com> - 4^{ème} site : www.fn-languedocroussillon.com

Courriels : frontnational66@free.fr - fnj-66@hotmail.fr & 66@fn-languedocroussillon.com

Danger de dictature de Paul GARD

Le Président actuel de la république et son Gouvernement projettent la suppression du Juge d'instruction. C'est très grave !

Le Juge d'instruction est une Juridiction. Elle dispose de tous les moyens législatifs pour s'opposer aux injonctions, désirs, vœux, souhaits, intentions du pouvoir exécutif.

Sans la Juridiction d'instruction, il ne peut y avoir de liberté publique. Tout citoyen qui peut gêner le Pouvoir Exécutif ou ses amis peut être incarcéré, aussi innocent soit-il, alors qu'un protégé du même Pouvoir peut être assuré de l'impunité quoiqu'il puisse avoir fait !

Déjà, sous Louis-Philippe, on enseignait aux membres du Parquet, Procureurs et Substituts, soumis, eux, hiérarchiquement au Garde des sceaux, c'est-à-dire au Gouvernement, que, dès qu'une affaire pouvait leur apparaître « sensible », soit en raison de la nature des faits, soit en raison des personnes concernées, ils devaient au plus tôt « ouvrir une information » et saisir le Juge d'instruction pour être à l'abri de toute directive ou toute pression de la hiérarchie qui pourrait heurter leur conscience. C'était le « parapluie » contre l'arbitraire.

La Juridiction d'instruction constitue une garantie irremplaçable pour l'innocent accusé. Seul l'auteur d'une infraction doit craindre ses recherches. En outre, l'existence de plusieurs services de police, indépendants les uns des autres (Gendarmerie et Police Nationale), permettait au Juge d'instruction de contourner une éventuelle pression sur un de ces deux services en ayant recours à l'autre pour exécuter l'investigation qu'il estimait devoir ordonner. Or, le Gouvernement projette aussi de fusionner les deux services de police.

Sans Juge d'instruction, il ne peut y avoir de Justice libre et égale, donc de Justice. Sans frein, sans limite, sans la moindre atténuation, s'appliquera alors la constatation désabusée de Jean de la Fontaine. « Selon que vous serez puissant ou misérable, les Jugements de Cour vous feront blanc ou noir ! ».

La devise LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ. s'écrira avec un « point » après chacun de ces mots vidés de leur sens.

Nous serons en DICTATURE !

Défendez-vous tant qu'il est encore temps !

Votez FRONT NATIONAL.